

Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de services

Procédure adaptée

En application de l'article R. 2123-1, 3° du Code de la commande publique.

Formations de la prévention des risques professionnels - Autorisations de conduite et CACES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)













**Centre de recherche
Bretagne - Normandie**

Domaine de la Motte
BP 35327

35653 LE RHEU cedex

Tél. : + 33 (0)2 23 48 51 00

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de services</p> <p><u>Objet</u> : Formations de la prévention des risques professionnels - Autorisations de conduite et CACES</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAE) Domaine de la Motte BP 35327 35653 - LE RHEU cedex</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales pour tous les lots.</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 3° du Code de la commande publique.</p> <p><u>CCAG applicable à l'accord-cadre</u> : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Sites rattachés au Centre Bretagne-Normandie, ou, à défaut, chez le prestataire.</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 4 lots.</p>
	<p>La durée d'exécution de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>
	<p><u>Tranches</u> : L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> : Sans objet</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1.	PRÉAMBULE.....	5
PARTIE 2.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	6
ARTICLE 1.	REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR	6
ARTICLE 2.	OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 3.	DURÉE	6
ARTICLE 4.	ACCORD-CADRE	7
4.1.	TYPE D'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 6.	ASSURANCES	7
ARTICLE 7.	INTERVENANTS.....	8
7.1.	SOUS-TRAITANCE.....	8
7.2.	GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	8
PARTIE 3.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	10
ARTICLE 8.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	10
8.1.	MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX	10
8.2.	CONTENU DU PRIX	10
8.3.	VARIATION DES PRIX.....	10
ARTICLE 9.	AVANCE.....	11
ARTICLE 10.	RETENUE DE GARANTIE	11
ARTICLE 11.	MODALITÉS DE PAIEMENT	11
11.1.	DÉLAI DE PAIEMENT	11
11.2.	MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	12
11.3.	FACTURATION	12
PARTIE 4.	MODALITÉS D'EXÉCUTION	14
ARTICLE 12.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	14
ARTICLE 13.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 14.	DÉVELOPPEMENT DURABLE	14
ARTICLE 15.	MODIFICATIONS	15
ARTICLE 16.	RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	15
PARTIE 5.	CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....	16
ARTICLE 17.	RÉCEPTION.....	16
ARTICLE 18.	DÉLAI DE GARANTIE	16
PARTIE 6.	CLAUSES DIVERSES.....	17
ARTICLE 19.	CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ	17
PARTIE 7.	DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	18
ARTICLE 20.	PÉNALITÉS ET PRIMES	18
ARTICLE 21.	MESURES COERCITIVES	19
ARTICLE 22.	CAS DE RÉSILIATION	20
ARTICLE 23.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	20
PARTIE 8.	DÉROGATIONS AU CCAG.....	21



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INRAE

CLAUSES PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION	22
---	----

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

L'exécution des services se déroule sous le contrôle du représentant de l'acheteur :

Nom : Monsieur Le Président Florent GUHL

Adresse : INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAE), Domaine de la Motte, BP 35327, 35653 LE RHEU cedex

Téléphone : 02.23.48.51.00

ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Objet des services : Formations de la prévention des risques professionnels - Autorisations de conduite et CACES.

Le présent marché a pour objet des formations de prévention des risques professionnels concernant les autorisations de conduite et les CACES.

Lieux de prestation du service : Sites rattachés au Centre Bretagne-Normandie, ou, à défaut, chez le prestataire.

Les lieux de formations sont détaillés par lot dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTTP) du présent marché.

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

Lot n°1 « Autorisations de conduite pour les agents du Finistère » :

Les agents concernés par ce lot sont ceux qui sont amenés, par leurs activités, à conduire des équipements soumis à une autorisation de conduite.

Lot n°2 « CACES engins de chantier pour les agents de Normandie » :

Les agents concernés par ce lot sont ceux qui sont amenés, par leurs activités, à conduire des équipements soumis à la formation CACES.

Lot n°3 « Autorisations de conduite pour le bassin rennais » :

Les agents concernés par ce lot sont ceux qui sont amenés, par leurs activités, à conduire des équipements soumis à une autorisation de conduite.

Lot n°4 « CACES engins de chantier pour le bassin rennais » :

Les agents concernés par ce lot sont ceux qui sont amenés, par leurs activités, à conduire des équipements soumis à la formation CACES.

ARTICLE 3. DUREE

La durée d'exécution de l'accord-cadre : 12 mois à compter de la date de notification.

Cette durée s'applique à tous les lots.

Le présent marché comprend 3 reconductions. La durée de chaque reconduction est identique à celle du marché initial. La durée totale du marché est donc de 4 ans.

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

ARTICLE 4. ACCORD-CADRE

4.1. Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services.

Les maximums sont exprimés en quantités. Ces dernières sont définies dans l'annexe au CCTP « *annexeCCTP_quantites_maximales_sessions_agents_INRAE* ».

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels de l'accord-cadre sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- Les Actes d'Engagement (AE) de chaque lot (1 à 4) ;
- Les Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) de chaque lot (1 à 4) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe « *annexeCCTP_quantites_maximales_sessions_agents_INRAE* » ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS) (*) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché (*) ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT).

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 6. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 7. INTERVENANTS

7.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4 – Déclaration de sous-traitance.

La demande doit contenir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600€ TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

7.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

8.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont il aura besoin.

8.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Tous les frais sont inclus dans le prix, y compris les frais de déplacement.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

8.3. Variation des prix

Les prix figurant sur les Bordereaux des Prix Unitaires de chaque lot, dénommés ci-après « Po », sont établis aux conditions économiques du mois dans lequel est incluse la date limite de réception des offres.

Les prix sont révisibles à chaque date d'anniversaire de la notification du présent accord-cadre, dès lors que celui-ci est reconduit et par application de la formule suivante :

$$P = Po \times (0,20 + 0,80 (S / So))$$

Sachant que :

- P est le prix révisé ;
- Po est le prix initial, consigné au Bordereau des Prix Unitaire du lot concerné ;
- S est le dernier indice connu au moment de la révision, publié par la Fédération Syntec ;
- So est le même indice connu, publié par la Fédération Syntec, le mois précédant le mois du dépôt des offres.

Le titulaire devra transmettre, au plus tard un mois avant la date de révision, le Bordereau des Prix Unitaires du lot concerné dans lequel les indices de révision et les calculs détaillés seront indiqués. Passé ce délai, la demande de révision ne sera pas applicable. La demande est à adresser par courriel au Service Formation du Centre INRAE Bretagne-Normande : fpi-bretagne-normandie@inrae.fr.

S'il le souhaite, le Centre INRAE Bretagne-Normandie peut prendre l'initiative de cette révision de prix. Il prévient alors le titulaire, en lui précisant son calcul et son résultat avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

Les pénalités et les indemnités ne seront pas affectées par la mise en œuvre de la clause de révision de prix.

ARTICLE 9. AVANCE

Aucune avance n'est prévue.

ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT

11.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- La date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- La date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40€), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du Code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Agent comptable secondaire du Centre INRAE Bretagne-Normandie
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT
(INRAE)
Domaine de la Motte – BP 35327
35653 LE RHEU cedex
Tél. : 02.23.48.51.00

11.2. Modalités de règlement des comptes

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement à l'issue de chaque prestation de formation.

11.3. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du Code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>.

Information sur l'acheteur :

Nom : INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAE)

SIRET : 18007003900276

En application de l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du Code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande :

Les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais de livraison (date de début et date de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- La nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

ARTICLE 13. EXECUTION DES PRESTATIONS

Cf. CCTP.

ARTICLE 14. DEVELOPPEMENT DURABLE

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Considérations environnementales :

L'accord-cadre inclut des considérations environnementales, sous forme de critère, pour tous les lots (Cf. Article 6. Critères d'attribution et choix de l'offre du Règlement de la Consultation), ainsi que sous forme de clause (Cf. Partie 6. Clauses diverses, Article 19. Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité du présent CCAP).

ARTICLE 15. MODIFICATIONS

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

ARTICLE 16. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément au Chapitre VI du CCAG Fournitures Courantes et Services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 17. RECEPTION

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

ARTICLE 18. DELAI DE GARANTIE

Sans objet.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 19. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

Protection des données à caractère personnel :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG Fournitures Courantes et Services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG Fournitures Courantes et Services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

PARTIE 7. DEFILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 20. PENALITES ET PRIMES

Pénalité pour retard du titulaire le jour de la formation

Une pénalité de 50€ est appliquée au titulaire à compter d'une demi-heure de retard et ce jusqu'à son arrivée sur le lieu de formation.

Pénalité pour annulation et/ou non-réalisation des prestations

Dans le cas où le titulaire ne réalise pas la prestation ou annule une session moins de 5 jours ouvrés avant la date de réalisation, il se verra appliquer une pénalité forfaitaire correspondant à 10% du montant HT de la prestation concernée. Le titulaire s'engagera à fixer, conjointement avec INRAE, une nouvelle date de formation dans un délai maximum de 5 jours ouvrés. La formation devra être effectuée sous un délai de 2 mois. Si le titulaire n'est pas en capacité de fixer une nouvelle date dans le délai imposé, il se verra appliquer une pénalité de 10% supplémentaires du montant HT de la prestation concernée.

Pénalité pour non-respect du temps de formation

Dans le cas où le titulaire ne respecte pas la durée imposée de formation dans une journée (Cf. Article 3.4. La mise en œuvre du CCTP), il se verra appliquer une pénalité de 50€ par demi-heure non entamée.

Pénalité pour la non mise à disposition des supports de cours et du matériel de formation

Le titulaire est passible d'une pénalité de 100€ par support de cours et par matériel de formation non mis à disposition des stagiaires.

Pénalité pour non-respect de la qualité des livrables contractuels

Le titulaire encourt une pénalité de 50€ par livrable ne respectant pas la qualité prévue dans le marché, sur simple constatation de INRAE.

Le titulaire s'engage à remettre à INRAE, sous 5 jours ouvrés maximum, le livrable avec la qualité attendue.

Pénalités pour retard de transmission des livrables contractuels de suivi d'exécution des prestations

Le titulaire est passible d'une pénalité de 50€ par jour de retard et par livrable.

Pénalité pour absence des livrables contractuels de suivi d'exécution des prestations

Le titulaire est passible d'une pénalité de 100€ par livrable non transmis à INRAE à l'issue de chaque semestre.

Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Le titulaire est passible d'une pénalité de 500€ par infraction constatée.

Intervention d'un formateur qui n'aurait pas été préalablement accepté

Le titulaire encourt une pénalité de 500€ par intervenant dont la présence n'aurait pas été préalablement validée par INRAE.

Pénalité pour la non-déclaration d'un sous-traitant au commencement de la réalisation de la prestation

Le titulaire encourt une pénalité de 300€ par jour calendaire non déclaré avant la constatation de INRAE.

Pénalités pour absence à une réunion de travail entre le titulaire et INRAE

Si le titulaire ou son représentant agréé n'assiste pas à une réunion préalable ou ne se rend pas à une convocation que lui adresse INRAE, il est passible d'une pénalité de 200€ par absence, sauf excuses notifiées avant l'heure fixée.

Les pénalités ci-dessus s'appliqueront, sans mise en demeure préalable, du seul fait de la constatation du non-respect des obligations prévues par l'accord-cadre.

Les pénalités indiquées ci-avant sont cumulables et peuvent être déduites des sommes dues ou faire l'objet d'un titre de recette.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services, le montant des pénalités ne peut pas excéder 20% du montant total HT du bon de commande. Dans le cas où le montant des pénalités atteint 20% du montant du bon de commande, INRAE se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Pénalité par demi-heure de formation non respectée

Vu la plage horaire d'une journée de formation mentionnée dans le CCTP, et qui est à respecter, le titulaire encourt une pénalité de 50€ pour chaque demi-heure où la formation ne serait pas dispensée sur cette plage horaire.

Imposition, par le formateur, d'un site de formation autre que souhaité dans le CCTP

Le titulaire encourt une pénalité de 200€ par site de formation imposé par celui-ci.

Pénalités afférents au travail dissimulé

Lorsqu'il ne respecte pas ses obligations déclaratives afférentes à la lutte contre le travail dissimulé telles que définies aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant du marché et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail. Le pouvoir adjudicateur peut également, en lieu et place de cette pénalité, décider de résilier le marché pour faute sans indemnités.

Dérogations ou précisions relatives aux primes

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 21. MESURES COERCITIVES

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG Fournitures Courantes et Services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux esult de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la esultan de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, esultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 22. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du Chapitre V du Titre IX du livre 1er de la 2ème partie du Code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG Fournitures Courantes et Services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

22 mail Pablo Picasso, BP 24209

44042 NANTES Cedex 1

Téléphone : 02 53 46 79 83 – Courriel : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Rennes

3 contour de la Motte

35044 RENNES Cedex

Téléphone : 02 23 21 28 28 – Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Service auprès duquel les renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Rennes

3 contour de la Motte

35044 RENNES Cedex

Téléphone : 02 23 21 28 28 – Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application *Télérecours Citoyens* accessible via le site Internet www.telerecours.fr.

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé à l'article 14.1.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

**CLAUSES PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES
D'INFORMATION**



147, rue de l'Université
75338 PARIS CEDEX 07

**CLAUSES PROTECTION DES DONNEES ET
SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION**

Contributeurs	Sylvie NUGIER (<i>RSSI</i>) Nathalie GANDON (<i>DPO</i>)
Rédacteurs	Cécile PEREIRA SANTO (<i>Resp. Pôle Achats IT</i>)
Valideurs	Sylvie NUGIER (<i>RSSI</i>) Nathalie GANDON (<i>DPO</i>)

Version du document : **AVRIL 2023**

1. EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le marché. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

1.1 Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016 (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1).

Informations concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

1.2 Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

1.3 Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

- Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels ;
- Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le Bordereau des Prix Unitaires du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS : <http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

1.4 Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE : <https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

1.5 Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen ;
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-quit-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

- En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire ;
- Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 : <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd> ;
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

2. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

2.1 Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données ;
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données ;
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre ;
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés ;
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données ;
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre ;
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

2.2 Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci.

Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).

- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
 - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles ;
 - Les développements spécifiques ;
 - L'hébergement des données et des services ;
 - La gestion des incidents de sécurité du titulaire ;
 - Le maintien en condition de sécurité ;
 - La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché ;
 - La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.